

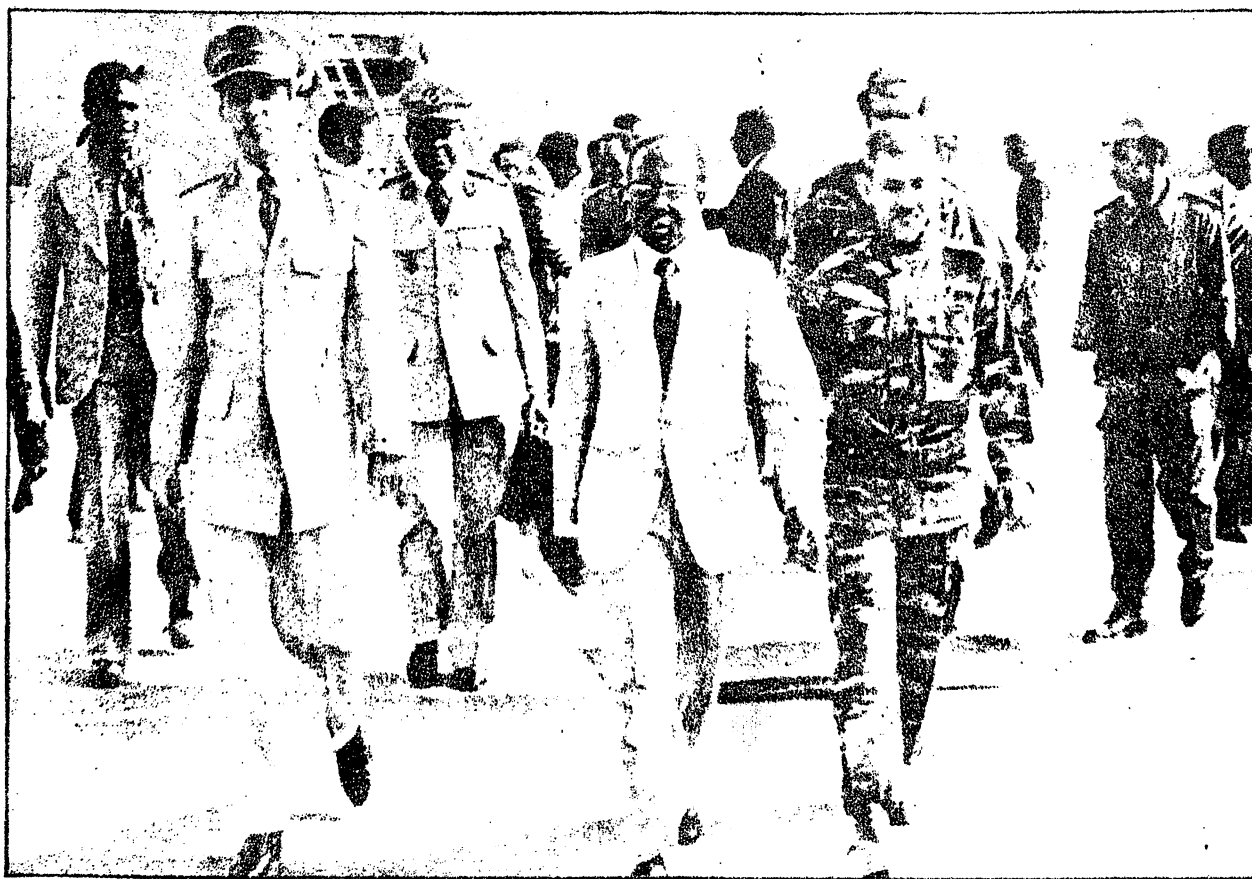
le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

N° 71 - 9 avril 1979

PRIX : 1F



VOIR
LE SOMMAIRE
A LA PAGE 2

MAURITANIE
règlement de
compte entre galonnés

sommaire

Page 2

-MAURITANIE : règlement de compte entre galonnés

Page 3

-AFRIQUE DU SUD : l'apartheid assassine

Page 4

-TCHAD : Kano, sommet des candidats à la dictature

Face aux affrontements ethniques, les étudiants cherchent une voie

Page 6

-MALI : UDFM, nouvelle création de la même dictature

Page 8

-COOPERATION FRANCO-SENEGALAISE : une domination de l'impérialisme

Page 9

-SENEGAL : les journaux peuvent dire ce qu'ils veulent sauf la vérité

Page 10

-LE RESPONSABLE DE LA FAMINE AU SAHEL, C'EST LE SYSTEME CAPITALISTE

Page 11

-IRAN : La République Islamique contre les travailleurs

éditorial

MAURITANIE : REGLEMENT DE COMPTES ENTRE GALONNES

Le gouvernement d'Ould Saleck connaît quelques difficultés en son sein. C'est ce que laissent apparaître les deux récents remaniements en moins d'un mois.

Le premier a abouti à la mise à l'écart (19 mars) de l'ancien ministre de l'Intérieur Ould Jddou ainsi que d'autres personnalités de sa clique, accusées d'être favorables à l'Algérie et au Front Polisario. Et c'est Ould Saleck lui-même qui, tout en restant Président de la République et du CMRN (Comité Militaire de Redressement National), a pris le poste de ministre de la Défense.

Le deuxième remaniement qui s'est déroulé le 6 avril dernier, et que de nombreux journalistes ont qualifié de "coup d'Etat blanc", prouve que la situation au sein du Comité Militaire était confuse et que le premier remaniement n'a pas suffi à la stabiliser.

Le CMRN, ainsi que le gouvernement ont été dissouts et remplacés par un nouveau "Comité Militaire de Salut National". Selon les informations, Ould Saleck reste président de la République et président d'honneur du nouveau Comité Militaire.

C'est Ahmed Bouceif, ancien ministre de la pêche qui devient Premier Ministre. Il a formé son gouvernement dont tous les membres sont des militaires sortant de l'ancien gouvernement sauf deux nouveaux officiers.

Dans tout ce remue ménage au sommet il serait hardi de faire un pari sur l'éventuel "gagnant" ou "perdant". C'est la caractéristique de toutes les dictatures. L'homme fort d'aujourd'hui peut se trouver demain écarté, ou tout simplement mis en prison ou exécuté par un nouvel "homme fort".

Les dictateurs sont tellement assoiffés de pouvoir personnel que des coups d'Etat peuvent se succéder aux coups d'Etat. Et tout cela se passe au sommet de l'appareil dirigeant, sur le dos de la population qui n'est au courant qu'après coup.

Depuis juillet 1978, l'arrivée des militaires au pouvoir, des "désaccords tactiques" se faisaient jour au sein du Comité Militaire. Ces désaccords opposaient deux tendances : l'une pro-marocaine, l'autre pro-algérienne. Les deux récents remaniements étaient la consommation de ces rivalités. La tendance pro-marocaine vient de l'emporter avec l'ascension d'Ould Bouceif aux dépens d'Ould Jddou.

C'est là le reflet de situation de guerre contre les sahraoui qui n'a pas encore été résolue même si Ould Saleck avait admis la possibilité de négocier avec le Polisario et demandé le retrait progressif des troupes marocaines stationnées en Mauritanie.

Le Maroc semblait être défavorisé dans cette situation, mais les récents événements en Mauritanie prouvent que le régime de Hassan II reste influent dans le personnel politique mauritanien. Le Premier Ministre Ould Bouceif a déclaré que les régiments marocains resteront en Mauritanie pour le moment.

Est-ce pour autant que la tendance algérienne a été définitivement enterrée ? Rien ne nous permet de le dire. La situation peut changer d'un jour à l'autre car il y a de nombreux candidats pour le poste de dictateur.

abonnements

- FRANCE : 1 an

ordinaire : 12 F

sous pli fermé : 36 F

- AUTRES PAYS :

écrire au journal

- Adresser toute correspondance à : Combat Ouvrier
BP 80 93 300

Aubervilliers France

en spécifiant :

"pour le PAT"

0 0 0

L'Etat mauritanien est un petit brigand face au brigand voisin du Maroc, plus puissant. Il veut jouer au colonialiste contre le peuple saharoui mais il est incapable d'assumer tout seul cette sale guerre. L'aide du Maroc est pour lui nécessaire et en contre partie, l'Etat marocain lui impose sa politique et les équipes politiques qui lui sont dévouées.

L'instabilité de l'appareil d'Etat mauritanien résultant de sa politique guerrière se trouve en même temps exacerbée par le problème ethnique vieux de plusieurs années mais qui est de nouveau d'actualité. L'arabisation forcée dans l'enseignement, décrétée par Ould Saleck, a engendré des mécontentements dans l'intelligentsia de la communauté noire. Des grèves dans l'enseignement ont été suivies d'arrestations. On parle également de la création d'un Front Wallo-Fouta et Guidimaka qui revendiquerait l'autodétermination de la communauté noire mauritanienne.

Face à cette situation, Ould Saleck s'est payé une démagogie à bon compte. Il a profité de la mise à l'écart d'Ould Jddou (considéré comme hostile à la population noire) pour mettre à sa place El Hadj Thiam qui, lui, appartient à la minorité noire et en même temps fidèle à la tendance du Premier Ministre. Ould Saleck, par cette démagogie tente de mettre au pas les contestataires, mais sa politique n'a pas changé d'un iota vis-à-vis de cette minorité de noirs considérés comme citoyens de seconde zone depuis très longtemps.

Mais les véritables enjeux de tous ces remaniements et contre remaniements ont probablement peu de chose à voir avec le problème ethnique. Tous ces dictateurs sont plus soucieux de guerroyer avec le peuple saharoui que de résoudre les problèmes cruciaux des populations mauritaniennes.

Cette sale guerre coûteuse en argent et en vies humaines dure depuis bientôt 4 ans. C'est la population travailleuse qui en fait les frais. Ceux qui en profitent, ce sont d'abord les impérialistes qui font de gros bénéfices en vendant armes et munitions. Ce sont aussi ces dictateurs liés à l'impérialisme, dont la seule politique est celle guidée par les privilèges acquis sur le dos des travailleurs et des petits paysans.

Afrique du Sud : l'Apartheid assassine

Le 6 avril, les dirigeants racistes de l'Afrique du Sud ont assassiné 5 personnes, deux noirs et trois métis. Tous ont été exécutés par pendaison. Cette répression barbare est à l'image du régime de ce pays.

Parmi les cinq il y avait Solomon Mahlangu, militant de 23 ans de l'ANC (African National Congress). Il était accusé d'avoir participé au soulèvement de la population noire de Soweto en 1977. Mahlangu était un des leaders des étudiants noirs en révolte. Par la suite il adhéra à l'ANC. Sorti de l'Afrique du Sud, il y est retourné clandestinement, et c'est en juin 1977, au cours d'une fusillade dans le centre de Johannesburg qu'il fut arrêté. Emprisonné, torturé, Mahlangu fut condamné à mort.

Cet assassinat ne fait qu'augmenter le nombre des victimes de l'apartheid. Selon la presse, plus d'une centaine de condamnés à mort croupissent actuellement dans les prisons en attendant d'être exécutés. Au cours de l'année 1978, 132 personnes, dont un blanc, auraient été pendus.

Malgré les assassinats comme celui de Solomon Mahlangu, la population noire de l'Afrique du Sud est déterminée à lutter contre le régime sanguinaire. Aussi féroce que soit la répression de l'apartheid, ce régime est en sursis.

** ** * * * ** **
* * * *

TCHAD

Kano : sommet des candidats à la dictature

Le 23 mars dernier, les représentants des quatre fractions qui s'affrontent par les armes, ont signé un premier accord à Kano au Nigéria. Il s'agit du Frolinat tendance Goukouni, des Forces Armées du Nord (FAN) de Hissène Habré, du Mouvement Pour la Libération Totale du Tchad (MPLT) de Mahamat Abderrahmane, et des Forces Armées du Tchad (FAT) de Malloum.

Les accords se sont concrétisés par la mise en place d'un "Conseil d'Etat provisoire" après la démission préalable de Malloum et de H. Habré. Ce Conseil est composé de 8 personnes (6 du Nord et 2 du Sud) sous la présidence provisoire de Goukouni Oueddei. Il est censé gérer les affaires courantes en attendant les résultats des seconds pourparlers de Kano pour la formation d'un "Gouvernement d'Union Nationale".

A l'heure où nous écrivons, ce qu'il est convenu d'appeler Kano II se prolonge plus que prévu. On ne sait pas quelle sera la nouvelle équipe qui dirigera le pays. Cependant on peut déjà parler d'une victoire pour le Frolinat, en particulier pour Goukouni. Après 11 ans de maquis contre le pouvoir central il est aujourd'hui à la place de Malloum.

Mais qu'est ce que cela change, à part les têtes de l'équipe gouvernementale ? Rien. D'ailleurs Kano I, qui prévoyait un cessez-le-feu, n'a pas empêché les heurts entre les différentes forces armées et les affrontements ethniques. Selon certaines informations, cela a coûté la vie à plusieurs milliers de personnes depuis la mi-février.

Kano II n'amènera pas plus la paix entre les ethnies. Et les travailleurs et les paysans pauvres du Tchad continueront à vivre dans la même misère et la même exploitation qu'avant.

Ce qu'aucune des différentes parties n'a pu imposer par les armes, pourra difficilement être fait autour d'une table ronde.

L'ethnisme a été exacerbé. Cela a été attisé de longue date, d'abord par le colonialisme ensuite par les gouvernements Tombalbaye et Malloum. Mais sans même être au pouvoir, le Frolinat, toutes tendances confondues, y a contribué aussi. Oh, certains diront que son programme condamne l'ethnisme au nom du "Tchad Uni" et que les circonstances ont fait qu'il n'a pas pu empêcher les affrontements. Peut-être même que les dirigeants du Frolinat n'ont pas voulu l'ethnisme à l'origine de leur lutte ? Mais finalement, autant Malloum apparaissait comme défenseur de Sud, autant le Frolinat s'est posé en défenseur du Nord.

Aujourd'hui le Frolinat se retrouve au pouvoir avec les second de Malloum (Kamougué et Compagnie), ceux qui, comme Abba Siddick sont encore considérés comme oppositionnels, sont aussi prêts à cela. En fait il n'y avait pas une grande différence entre tous ces gens-là. Seule la compétition pour être à la tête de l'Etat les opposait.

Autrefois le Frolinat exigeait comme condition à la participation au gouvernement Malloum, le retrait sans conditions des troupes françaises du Tchad. Aujourd'hui, une fois au pouvoir, c'est le Frolinat qui se plaint que la France veuille retirer ses troupes.

Après avoir tenté de maintenir Malloum par tous les moyens, l'impérialisme français juge sans doute qu'il est préférable d'accepter la nouvelle équipe. Peut-être même qu'il est satisfait des pourparlers secrets qu'il a eus avec les dirigeants du Front. Quoiqu'il en soit l'impérialisme français reste maître ; il n'a que changé de serviteurs.

Le peuple tchadien, tout en subissant la misère et l'exploitation, est maintenant dans l'impasse de l'ethnisme. Non pas seulement parce que les individus qui prétendent parler en son nom (Malloum, Goukouni, Habré et les autres) sont incapables et corrompus ; c'est leur programme nationaliste tout entier qui a mené à cette impasse. Quans le nationalisme n'entraîne pas les guerres ethniques, il amène les guerres entre nations, ce qui n'est pas différent.

La seule manière efficace de vouloir un Tchad avec des ethnies vivant dans la concorde c'est d'être révolutionnaire socialiste, c'est-à-dire de militer pour la prise et l'exercice du pouvoir par les travailleurs et les paysans pauvres.

0 0 0 0 0

FACE AUX AFFRONTEMENTS ETHNIQUES

LES ETUDIANTS TCHADIENS CHERCHENT UNE VOIE

Les affrontements sanglants qui ont fait plusieurs milliers de morts à N'djaména depuis février dernier, ont mis la communauté Tchadienne vivant en France en pleine effervescence.

Chez les étudiants, l'idée qui prédomine est qu'il est urgent de faire quelque chose. Mais quoi exactement, tout le problème est là. Certains en tout cas viennent de créer deux comités en dehors de l'ASETF (Association des Stagiaires et Etudiants Tchadiens en France) qu'ils jugent inactive. L'un de ces comités, le "Collectif des Intellectuels Tchadiens en France (CITF)" cherche surtout les moyens de venir en aide aux victimes des affrontements ethniques. L'autre, le "Comité Tchadien de Réflexion sur la Conférence de Kano au Nigéria" pense que "la véritable solution à la crise tchadienne passe par l'élimination des véritables responsables..."

Le bureau de Paris de l'ASETF de son côté s'est réuni récemment. A son niveau, il est question de savoir qui soutenir et qui ne pas soutenir dans ce conflit. Goukouni, que le bureau a naguère soutenu est maintenant au pouvoir et semble vouloir coopérer avec l'impérialisme français. Il est donc question pour l'ASETF de se trouver un autre tuteur ou d'autres perspectives.

C'est une bonne chose que les étudiants tchadiens discutent des problèmes de leur pays, même en dehors de l'ASETF. Seulement, les actions qu'ils préconisent sont en général limitées et sans perspectives. Certains par exemple sont pour l'envoi des secours dont disposent les organismes internationaux, pour venir en aide aux victimes des deux camps. Ce qui est quand même dérisoire, même si les intentions sont bonnes. Car il est bon de vouloir panser les blessures, encore faudrait-il chercher leurs causes. Là est le véritable problème. Car l'envoi de secours n'arrêtera pas les massacres, et n'empêchera pas les affrontements.

D'autres étudiants par contre désignent des responsables de la situation et proposent soit l'envoi de télégrammes, soit des appels aux politiciens réunis à Kano pour qu'ils s'entendent pour arrêter les affrontements. En fait cela revient à demander à un oeuf de poule de donner naissance à un canneton. Car comment demander à ceux-là mêmes qui sont responsables des haines ethniques d'y remédier !

Si le manque de perspectives se fait sentir de manière si cruelle dans la communauté tchadienne en France, c'est parce que les vrais problèmes ne sont pas posés. Car s'il est vrai que le premier responsable des affrontements au Tchad, c'est l'impérialisme français qui, pour dominer le pays, a opposé les ethnies les unes contre les autres, les dirigeants politiques tchadiens n'ont fait que continuer cette politique-là, y compris ceux du Frolinat. Cette organisation s'est appuyée essentiellement sur les ethnies du Nord pour imposer sa dictature à l'ensemble des populations.

Alors tous ceux qui sont révoltés par les massacres de Abéché, N'djaména, Moundou et autres villes, tous ceux qui ne veulent pas la prolongation de l'oppression et de la misère, qu'ils soient nordistes ou sudistes, peuvent dès maintenant s'organiser ensemble. Ils peuvent s'unir et créer une organisation qui prenne fait et cause pour les travailleurs et les paysans pauvres. Certes cela n'arrêtera pas les conflits ethniques actuels ; quand les situation s'envenime jusqu'à ce point, il est d'ailleurs difficile sinon impossible d'enra-

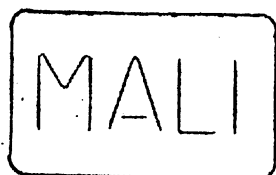
.../...

yer d'un jour à l'autre les méfiances mutuelles entre ethnies. Mais s'unir autour d'une telle organisation, c'est oeuvrer pour qu'à l'avenir personne ne puisse utiliser une ethnie contre une autre, ou un pays contre un autre.

Une organisation communiste révolutionnaire, représentant réellement les intérêts des travailleurs et paysans pauvres -ceux-là mêmes qui n'ont rien à gagner d'une domination d'une ethnie sur une autre- est la seule voie qui puisse mener à cet avenir.

Les intellectuels peuvent y contribuer. Non pas ceux-là qui soutenaient le Froli-
nat par commodité d'esprit ou par ambition personnelle, ou encore ceux qui aspirent seule-
ment à une situation matérielle confortable, mais ceux qui désirent sincèrement que dispa-
raissent les affrontements fratricides et la misère. Ceux-là doivent se détourner de
l'horizon borné du nationalisme pour rejoindre le camp des révolutionnaires socialistes.

* * * * *



U.D.P.M. NOUVELLE CRÉATION DE LA MEME DICTATURE

Du 28 au 31 mars s'est tenu à Bamako le congrès constitutif de l'UDPM (Union Démocratique du Peuple Malien). Ce parti dont la naissance avait été annoncée à cors et à cris il a plus de quatre ans, sera le parti unique du Mali.

La longueur du temps mis pour mettre sur pieds ce parti montre, s'il en était besoin, tout le mal que les militaires se sont donné pour arriver à leur fin. Car il a fallu à Moussa Traoré le temps de convaincre son entourage, sinon d'éliminer ses rivaux les plus menaçants. C'est ainsi que la plupart des membres du "Comité Militaire de Libération Nationale" (CMLN), c'est-à-dire les officiers qui ont participé au coup d'Etat contre Modibo en compagnie de Traoré, ont disparu de la scène politique. Certains comme les capitaines Yoro Diakité et Malik Diallo ont été accusés de complots. D'autres, comme tout récemment Karim Dembélé, Tiécoro Bakayoko et leurs comparses, ont été accusés de trahison et de corruption.

Cette dernière opération terminée, il ne restera plus à Moussa Traoré qu'à tenter de se trouver une base sociale pour sortir les militaires de l'isolement dans lequel ils se trouvent après 10 ans de pouvoir. Il a donc créé l'UDPM. Il espère ainsi pouvoir élargir sa clientèle, c'est-à-dire s'appuyer sur un plus grand nombre de civils à qui divers avantages et postes officiels seront octroyés pour servir son régime, renforcer l'appareil d'Etat pour mieux encadrer les populations maliennes.

C'est à grand renfort de publicité, de pressions diverses, tant directes qu'indirectes sur la population, que ce congrès a pu être organisé.

En fait en créant ce parti unique au Mali, les militaires veulent tout simplement renforcer leur dictature. Ce parti a un conseil national de 137 membres dont 1 sur 5 est militaire, et son "bureau exécutif central" comprend 18 personnes dont 6 militaires. Autrement dit tous les membres sortant du CMLN se retrouvent dans l'appareil du nouveau parti. Moussa Traoré, Président du CMLN, Chef de l'Etat et Président du gouvernement s'est arrogé le titre de Secrétaire Général.

Ce congrès de l'UDPM a décidé que des élections seraient organisées au mois de juin pour élire le président de la République et des députés. A la suite de ces élections

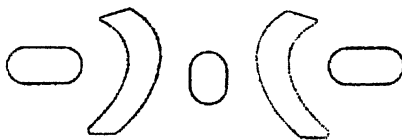
le CMLN serait dissout. Le congrès a aussi adopté le principe de la révision de la constitution de 1974. Cette constitution interdisait le cumul des fonctions de Secrétaire Général du Parti et de Président de la République. Moussa Traoré pourra ainsi occuper les deux fonctions. Cette révision permettra officiellement aux anciens dignitaires du régime de Modibo, sortis de prison, de recouvrer des droits politiques puisqu'ils en étaient privés par la constitution.

Cependant toutes ces dispositions ne permettent pas de dire pour le moment qu'une ouverture vers les anciens partisans de Modibo soit en train de s'opérer. Moussa Traoré l'a lui-même confirmé. Interrogé sur l'éventualité d'un retour des anciens dignitaires du régime Modibo, il a déclaré que "le peuple a déjà choisi ses dirigeants les meilleurs". Il se peut que dans l'avenir les militaires fassent appel aux anciens dignitaires qui ne chercheraient peut-être pas mieux qu'à collaborer. Mais pour le moment ce sont les mêmes galonnés qui vont se retrouver aux mêmes postes. Bien sûr ils auront quelques civils en leur compagnie, mais ils ne sont pas prêts de tolérer la moindre incartade.

Témoins les événements récents qui viennent de se produire à Bamako. A la fin du Congrès de l'UDPM, des tracts ont circulé, attaquant ce congrès. Immédiatement des arrestations ont eu lieu. D'après les informations des anciens partisans de Modibo seraient à l'origine de ces tracts. Mais la rapide réaction des militaires montre à quel point ceux-ci sont prêts à tout pour garder le pouvoir.

En fin de compte, la création du parti unique, la dissolution prochaine du CMLN, les élections futures, ne sont que des aménagements à la dictature militaire qui dure depuis dix ans.

Ce ne sera pas un changement mais un renforcement de cette dictature qui, à travers l'UDPM, pourra ainsi être mieux présente dans les villes et villages du Mali pour mieux embrigader la population.



COOPERATION FRANCO-SENEGALAISE

une domination de l'impérialisme

Les 27, 28 et 29 mars, Abdou Diouf et différents responsables de l'Etat sénégalais sont venus en visite officielle à Paris, à l'invitation du gouvernement français. Ils ont rencontré Giscard, ses ministres et les milieux du CNPF (Conseil National du Patronat Français).

Ce voyage a été placé sous le signe de "l'impulsion vigoureuse à la coopération franco-sénégalaise". Les ministres ont passé en revue les différents aspects de "l'aide de la France au Sénégal" par l'intermédiaire du FAC (Fond d'aide et de Coopération) et de la CCCE (Caisse Centrale de Coopération Economique).

La France finance diverses réalisations comme la construction d'écoles, de l'Université de St. Louis (3 milliards 500 millions CFA), des aménagements agricoles (sur le fleuve Sénégal par exemple), la réfection du chemin de fer (960 millions CFA).

La coopération a l'allure d'une aide désintéressée de la part du gouvernement français. Les projets sont réalisés sous forme de prêts à faible taux d'intérêt, et souvent, certains travaux sont utiles : hôpitaux, barrages etc... Ce sont ces aspects des accords de coopération qui ont été claironnés par les déclarations officielles en France et dans les journaux comme "Le Soleil" au Sénégal.

Par contre de tous les entretiens avec le ministre de l'économie et des finances ceux concernant le commerce extérieur du Sénégal, des entretiens avec le CNPF, peu de chose a filtré. L'impérialisme ne fait rien bénévolement. Le gouvernement français agit pour le compte de ses capitalistes. Il fait des prêts, et même parfois des dons, au gouvernement sénégalais pour qu'en contrepartie les capitalistes français soient bien placés au Sénégal face à ceux des autres pays capitalistes. L'Etat sénégalais continuera de permettre aux Lessieurs, Savien, CGE, et Batignolles etc... de faire d'énormes bénéfices.

Ces bénéfices, ils les tirent en ayant la priorité pour réaliser les travaux financés par le FAC ou la CCCE (les prêts rejoindront d'ailleurs les caisses des capitalistes, et avant même que le Sénégal ne les rembourse), en ayant la priorité pour acheter à bas prix les produits agricoles du Sénégal, et pour y vendre à meilleur prix leurs produits industriels.

Chaque année des dizaines de milliards de francs rejoignent les coffres des capitalistes en France. Quand Abdou Diouf parle d'une "meilleure coopération", ce n'est pas pour mettre en question ce pompage, au contraire il a prodigué à chaque occasion des assurances aux industriels comme quoi ils pourront faire fructifier leurs investissements dans de bonnes conditions. Ce que le gouvernement Senghor veut, c'est qu'il y ait plus d'investissements et pas seulement des comptoirs commerciaux.

Il a rappelé que pour mieux accueillir les capitalistes français, le gouvernement a lui-même investi des sommes colossales pour mettre en place l'infrastructure nécessaire dans la zone franche industrielle de Dakar, et des avantages fiscaux substantiels (exemption d'impôts et de taxes diverses).

La fonction des dirigeants de l'Etat sénégalais c'est d'être les promoteurs de l'exploitation capitaliste. En contre partie, ils en tirent leurs subsides : les aides que le gouvernement français leur apporte, les impôts sur la culture d'arachide, les ta-

xes douanières, et même pour certains ...des pôts de vin !

Et l'amitié entre le peuple français et le peuple sénégalais dont ils parlent c'est plutôt l'amitié entre le gouvernement français et ses capitalistes et les dirigeants de l'Etat sénégalais.

Le peuple sénégalais y est bien sûr perdant, car pour bien servir les capitalistes, le gouvernement sénégalais oblige les paysans à cultiver les produits exportables (arachides) pour les acheter à vil prix, et maintient bas les salaires des ouvriers des usines et des grandes plantations.

Mais les travailleurs français n'y sont pas non plus gagnants. Car l'argent que l'Etat français dépense pour le bien des capitalistes, il le tire de la poche des travailleurs par les impôts.

La coopération telle que la pratique l'impérialisme, c'est donner un peu de la main gauche pour retirer plus de la main droite.

*** **

SENEGAL : LES JOURNAUX PEUVENT DIRE CE QU' ILS VEULENT SAUF LA VERITE

En debut de ce mois, une loi sur la presse a été votée au Sénégal. Cette loi prévoit la réglementation du métier de journaliste. Désormais, tous les journalistes du Sénégal devront avoir une carte professionnelle renouvelable tous les ans. Tout journaliste ou tout responsable d'un journal qui écrira un article mettant en cause une personnalité pourra être poursuivi en justice et se voir retirer sa carte.

Par ailleurs, cette loi régleme la parution des journaux. Ils doivent tous passer par une commission de contrôle dont le président sera le directeur du journal le plus important du Sénégal, à savoir "Le Soleil", journal gouvernemental.

Il est vrai qu'au Sénégal, il existe relativement plus de journaux que dans de nombreux pays africains. Mais parler de "liberté de la presse" était déjà un bien grand mot. Car les limitations sont considérables. Seuls ceux qui ont les moyens financiers peuvent publier un journal ; les auteurs de journaux ou de tracts d'opposition sont toujours en butte aux tracasseries, à moins d'être dans l'opposition respectable (comme le PDS par exemple). Témoins les procès et les condamnations contre Mam Less Dia du "Politicien", pour diffamation, pour ne citer que celui-là.

Aujourd'hui, le gouvernement veut "assainir" comme il le dit, encore plus la presse. Il se méfie, même des journaux les plus rangés. Les raisons qui l'ont poussé à présenter cette loi, c'est le rapporteur de la Commission sur la presse à l'assemblée nationale qui les donne : "la presse est une bouche forcée d'être toujours ouverte et de parler toujours. De là vient qu'elle dit mille fois plus qu'elle n'a à dire..."

Pour la "démocratie" de Senghor, la presse bâillonnée a encore la bouche trop ouverte...

sahel : LE RESPONSABLE DE LA FAMINE C'EST LE SYSTEME CAPITALISTE

Le Comité Inter-Etat de Lutte contre la Sécheresse au Sahel (CILSS) vient de lancer un appel d'aide à la communauté internationale. En effet les populations de certains pays membres de ce comité souffrent actuellement de la famine, et il faudrait, selon les calculs de cet organisme, plus de 350 000 tonnes de céréales d'aide directe aux populations, et 250 000 tonnes pour reconstituer le "stock de sécurité". (façon, pour ces messieurs, de dire qu'il faut 250 000 t. de céréales pour empêcher que les populations ne meurent de faim).

Le cas le plus dramatique est celui du Cap-Vert. Sur un besoin de 665 000 t. de céréales, ce pays n'aurait reçu que 16 000 t. Le secrétaire général du CILSS, qui regroupe 8 Etats du Sahel, a critiqué "la lenteur de la réponse de la communauté internationale".

Les gouvernements des pays impérialistes ne sont pas, en effet, pressés pour ce genre "d'aide" alors qu'ils sont les premiers à voler au secours des dictateurs africains des mêmes pays, lorsqu'ils sont en difficulté pour se maintenir au pouvoir.

L'impérialisme est prêt à avancer des millions de francs en armes, car en contrepartie il peut exploiter les richesses de ces pays. Quoi d'étonnant dans "la lenteur de sa réponse" puisque c'est l'impérialisme lui-même qui est le premier responsable de cette situation catastrophique au Sahel. C'est lui qui a imposé les cultures d'exportation aux dépens des cultures vivrières qui ne lui rapportaient pas de gros bénéfices.

Les gouvernements actuels des pays du Sahel sont eux aussi responsables de cet Etat de chose, car ils ne font qu'appliquer la politique dictée par les intérêts du capitalisme. Ils continuent d'imposer la culture d'arachide, de coton, etc... alors qu'ils savent très bien que la population a besoin de nourriture.

Aujourd'hui, par l'intermédiaire du CILSS, ils lancent des "cris d'alarme" mais au fond ils ne s'en préoccupent guère. Et même quand quelques tonnes de céréales venant de l'ONU parviennent jusqu'en Afrique, ce sont les gouvernants qui s'enrichissent, en vendant à leur propre compte les vivres destinés à être distribués gratuitement. Quand ce n'est pas les détournements c'est l'incapacité d'acheminer ces produits. N'est-ce pas dans le port de Dakar même que des milliers de tonnes de céréales pourrissent pendant la dernière sécheresse, alors que des milliers de paysans attendaient d'être secourus ! Le gouvernement sénégalais disait alors qu'il n'avait pas les moyens de les acheminer.

Le "cri d'alarme" lancé par le CILSS ne résoudra pas les problèmes de la famine au Sahel, même si les gouvernements impérialistes se décidaient à céder quelques tonnes pour leur publicité. Que représentent ces quelques tonnes de vivres par rapport à toutes les richesses que l'impérialisme pille en Afrique et ailleurs dans le monde.

Résoudre le problème de la malnutrition, de la famine et de la sécheresse est à la portée de la technologie actuelle. Mais tant que l'impérialisme règnera sur cette planète, ainsi que toutes ces dictatures à sa solde, rien ne sera résolu. Car c'est le système capitaliste lui-même qui est le premier responsable de la misère.

=====

LA REPUBLIQUE ISLAMIQUE IRAN CONTRE LES TRAVAILLEURS

Ainsi, après le référendum du 30 mars dernier, la "République Islamique" est proclamée en Iran. Plus de 98 % des votants auraient officiellement voté "oui".

Comment aurait-il pu en être autrement puisque tout a été fait de telle sorte que les résultats soient ainsi. Les votes se faisaient ouvertement devant les Mollah (personnalités religieuses) désignés par Khomeiny. De même, pour décourager les abstentionnistes, un tampon spécial était apposé sur les papiers d'identité de chaque votant. Ce sont là des modalités, biens connues des africains, pour remplir les urnes par les "oui" et pour obliger les abstentionnistes à aller voter par peur des représailles qu'ils pourraient subir du fait qu'ils sont identifiables.

En bon dictateur, Khomeiny n'a pas laissé apparaître la moindre opposition, aussi faible soit-elle. Pourtant il ne lui était même pas nécessaire de recourir à ces procédés anti-démocratiques pour avoir une majorité confortable de "oui" au référendum.

Khomeiny n'est pas seulement un leader politique ayant combattu contre la dictature du Chah. Il est aussi, et surtout, le chef de la religion Chiite, largement ancrée dans les couches les plus diverses de la population.

C'est au nom de cette religion, et en s'appuyant sur la population croyante, que Khomeiny a dirigé la révolte populaire et qu'il veut gouverner. Selon les dirigeants actuels, la République Islamique mettra en application les lois coraniques.

Le régime du Chah réprimait les opposants au nom de la monarchie et de la "sécurité de l'Etat", celui de Khomeiny le fera au nom de l'Islam. Il a d'ailleurs déjà donné le ton en se servant de tous les croyants fanatiques pour dénoncer les opposants et les pourchasser. C'est également au nom du Coran que Khomeiny a voulu imposer le port du voile (le Tchador) à toutes les femmes.

La police, l'armée et l'administration sont toujours les mêmes que celles installées par le Chah avec l'aide de l'impérialisme américain ; l'élimination de quelques hommes parmi les centaines d'officiers supérieurs ne change pas ces moyens de répression. Aujourd'hui, cette armée sert déjà à réprimer les manifestants turkmènes qui luttent pour l'autonomie de leur région ou simplement pour le droit d'étudier leur langue à l'école.

Les travailleurs iraniens, qu'ils soient croyants ou non, continueront d'être exploités car la République Islamique ne fera pas disparaître le capitalisme et l'exploitation. Bien au contraire, les dirigeants religieux se serviront de leur croyance pour leur faire supporter des sacrifices que le régime du Chah n'a pas pu leur imposer par la répression.

Le nouveau régime paraît solide..Mais rien n'est encore dit définitivement. Demain, il se peut que les travailleurs iraniens aient de nouveau envie de se battre comme ils l'ont fait courageusement contre le Chah, mais cette fois-ci pour leurs propres intérêts, contre la bourgeoisie. Il est certain que les dirigeants actuels se serviront de la religion pour les en empêcher (comme ils s'en sont servi pour obliger les manifestants à déposer les armes à la mosquée après le départ de Bakhtiar) car à ce moment-là ce sont leurs propres intérêts qui seront en cause.

Et quand la religion ne freinera plus les travailleurs, ces dirigeants utiliseront la force militaire pour protéger leur Etat bourgeois.

Pour leurs combats de demain, les travailleurs ont plus que jamais besoin d'une organisation représentant, non pas les idées du passé - que le nouveau régime veut imposer par la République Islamique - mais les idées de l'avenir, les idées socialistes qui, seules, sont véritablement contre le capitalisme et l'oppression.

CE QU'ILS NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917 ; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux ; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples ; pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours même de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.